



Royaume du Maroc  
Conseil consultatif des droits de l'Homme

*Département Information et Communication*

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

**LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE**

**06 Octobre 2010**

**06 أكتوبر 2010**

*Projet de charte, conventions, court-métrage, hymne...*

## Double événement pour l'engagement des artistes en faveur des droits humains

Jour d'engagement le 13 octobre prochain pour créateurs, artistes et autres acteurs culturels. Un engagement qui s'exprimera haut et fort à l'occasion de la rencontre d'information organisée conjointement –et dans un rare partenariat– par le Conseil consultatif des droits de l'Homme, CCDH, et la Coalition marocaine de la culture et des arts, CMCA.

Selon les organisateurs, cette rencontre organisée sous le thème «Une dynamique créative pour une citoyenneté active» réunira institutionnels, représentants de la société civile, créateurs et artistes et verra la signature de conventions relatives au soutien de différentes expressions artistiques portant le sceau de la diffusion et la promotion de la culture des droits de l'Homme.

On a longtemps reproché aux acteurs culturels de ce pays de ne pas s'impliquer dans les chantiers de changements menés par le Maroc, d'avoir si peu (ou si mal) accompagné la transition démocratique marocaine. Si l'engagement des intellectuels et créateurs a connu de beaux jours durant les années de braise, les héros de la culture ont comme montré des signes de fatigue et de lassitude. La démission –désillusion pointait alors à l'horizon.

Comment alors s'est opérée la prise de conscience ? Et comment la Coalition marocaine de la culture et des arts présidée par Mohamed Darham, l'un des fondateurs du groupe mythique et engagé «Jil Jilala», a croisé le chemin du Conseil consultatif des droits de l'Homme que dirige Ahmed Herrezni ? «Dans de tels projets, le hasard n'existe pas. En tant que Coalition nous avons déjà travaillé avec le CCDH à l'occa-

sion d'un débat organisé sous le thème des artistes et droits de l'Homme. Il y a quelques mois, le président du groupe de travail culture et droits de l'Homme au sein du Conseil, Ahmed Abbadi, a pris attache avec la Coalition. Nous avons eu de très longs débats sur la problématique de l'engagement des artistes dans la promotion et la diffusion de la culture des droits humains. Nous avons constitué un groupe et travaillé pendant plusieurs mois pour donner corps et traduire cet engagement des acteurs culturels dans ce vaste chantier des valeurs et des principes de la dignité humaine », explique Hassan Ennafali, le vice-président de la Coalition marocaine de la culture et des arts.

### La culture en tant qu'outil de sensibilisation

Première action concrète de cette rencontre magique entre le CCDH et la CMCA, un projet de charte d'engagement pour la diffusion et la promotion de la culture des droits de l'Homme sera présenté à l'occasion de la rencontre d'information qui se tiendra le 13 octobre à Rabat.

Le projet de charte sera donc soumis aux participants et discuté par des représentants de la société civile. Une lecture croisée pour enrichir une approche résolument citoyenne et qui fait le pari de la mobilisation des acteurs culturels dans ce pays pour que les Marocains puissent jouir, à travers le soutien et l'appui à la création artistique, «de leurs droits et de leurs libertés fondamentales sans discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue ou la religion».

**NARJIS RERHAYE**

*Suite page 3*

## Double événement pour l'engagement des artistes en faveur des droits humains

*Suite de la première page*

«Notre entreprise vise en fait à mettre en valeur le patrimoine culturel national dans tous ses aspects, au niveau de toutes les régions du Royaume en encourageant les arts, les lettres et la création audiovisuelle ainsi que les différentes activités culturelles, artistiques, sportives et environnementales en tant qu'outil de sensibilisation et de diffusion de la culture des droits de l'Homme», soutient H. Ennafali.

Un évènement peut en cacher un autre. Au lendemain de la rencontre d'information, l'aventure continue de plus belle. Le CCDH et

la CMCA organisent, le 14 octobre, une soirée artistique au théâtre national Mohammed V. Des artistes de renommée nationale monteront sur scène pour marquer leur engagement à promouvoir la culture des droits humains.

Une chanson-hymne consacrée à un tel engagement sera interprétée pour la première fois sur scène. Réalisé par Saad Chraïbi, un court-métrage sous forme de témoignages de créateurs, artistes et militants des droits de l'Homme mobilisés pour cette cause sera projeté.

Chanson, chorégraphie, cinéma, photographie et arts plastiques : des expressions artistiques multi-

ples ont été mobilisées par les organisateurs de l'évènement pour que soit porté l'engagement des acteurs culturels dans le vaste chantier de la diffusion de la culture des droits de l'Homme. Une exposition de photographies sur la thématique de la dignité ainsi qu'une exposition des toiles des élèves de l'Ecole supérieure des Beaux Arts et du CPR de Casablanca investiront à cette occasion les cimaises du hall du théâtre national Mohammed V.

Trois prix seront décernés aux toiles ayant le mieux exprimé les valeurs de la dignité et des droits humains.

«Les choses ne font que com-

mencer et cette action est loin d'être ponctuelle. Une stratégie et des actions sont en préparation. La Coalition marocaine de la culture et des arts et le Conseil consultatif des droits de l'Homme vont signer à cette occasion une convention de partenariat. Ce qui signifie que la culture et les arts comptent bien s'investir dans la promotion et la diffusion de la culture des droits humains. Les artistes en seront d'ailleurs les meilleurs ambassadeurs», conclut le vice-président de la Coalition marocaine de la culture et des arts.

**NARJIS RERHAYE**

## Une initiative CCDH-CMCA

# L'engagement des créateurs dans les droits de l'Homme

Le conseil consultatif des droits de l'Homme, CCDH, et la coalition marocaine de la culture et des arts, CMCA, organisent conjointement les 13 et 14 octobre à Rabat un double événement dédié à l'engagement des créateurs et artistes dans la promotion de la culture des droits de l'Homme. Un projet de charte d'engagement pour la diffusion et la promotion de la culture des droits de l'Homme sera présenté à l'occasion de la rencontre d'information qui se tiendra le 13 octobre à Rabat. Cette rencontre organisée sous le thème «une dynamique créative pour une citoyenneté active» réunira institutionnels, représentants de la société civile, créateurs et artistes et verra la signature de conventions relatives au soutien de différentes expressions artistiques portant le sceau de la diffusion et la promotion de la culture des droits de l'Homme.

Une soirée artistique sera organisée au théâtre national Mohammed V le 14 octobre. Des artistes de renommée nationale monteront sur scène pour marquer

leur engagement à promouvoir la culture des droits humains. Une chanson hymne consacrée à un tel engagement sera interprétée pour la première fois sur scène et un court-métrage sous forme de témoignages de créateurs, artistes et militants des droits de l'Homme mobilisés pour cette cause sera projeté.

Chanson, chorégraphie, cinéma, photographie et arts plastiques : des expressions artistiques multiples ont été mobilisées par les organisateurs de l'événement pour que soit porté l'engagement des acteurs culturels dans le vaste chantier de la diffusion de la culture des droits de l'Homme. Une exposition de photographies sur la thématique de la dignité ainsi qu'une exposition des toiles des élèves de l'école supérieure des Beaux Arts et du CPR de Casablanca investiront à cette occasion les cimaises du hall du théâtre national Mohammed V.

Trois prix seront décernés aux toiles ayant le mieux exprimé les valeurs de la dignité et des droits humains.

**CCDH**

## Lancement officiel du programme «Archives, histoire et mémoire»

Après plusieurs mois de concertation avec l'ensemble des acteurs nationaux concernés par les questions d'archives, d'histoire et de mémoire, le Conseil consultatif des droits de l'Homme, vient de lancer officiellement le programme «Archives, Histoire et Mémoire», mardi dernier à Rabat. Financé par l'Union Européenne dans le cadre de son accompagnement au processus de transi-

tion démocratique au Maroc à travers la mise en œuvre des recommandations de l'IER, ce programme se fixe pour objectif de renforcer le processus d'établissement de la démocratie et des droits humains et la facilitation de la mise en œuvre des recommandations de l'IER relatives aux archives, à l'histoire et la mémoire.

D'un montant de 8 millions d'Euros, le programme prévoit plusieurs activités, notam-

ment l'examen des archives (IER et CCDH), le classement, l'inventaire et la mise à la disposition de l'institution « Archives du Maroc », l'appui à l'opérationnalisation de cette institution et la contribution à son équipement, le soutien à l'enseignement de l'histoire du temps présent, l'appui à la valorisation des archives durant la période 1956-1999; la réalisation d'études et de recherches et la production de supports de communication et

enfin la réalisation d'activités relatives à la préservation de la mémoire comme la célébration des noms des victimes, la conception et l'accompagnement du processus de création du musée national et des musées régionaux. Notons que d'autres actions transversales relatives aux trois axes «archives, histoire, mémoire» sont également prévues.

**Yousra Amrani**

SUITE EN PAGE 2

CCDH

## Lancement officiel du programme «Archives, histoire et mémoire»

SUITE DE LA PAGE 1

Elles concernent la communication et la visibilité ainsi que le jumelage des institutions marocaines avec des organismes similaires dans des pays de l'Union Européenne. L'objectif étant de renforcer le processus d'établissement de la démocratie et des droits humains et la facilitation de la mise en œuvre des recommandations de l'IER relatives aux archives, à l'histoire et la mémoire.

Selon le président du CCDH, Ahmed Hrezni, l'élaboration de ce programme a été motivée par un certain nombre d'exigences dont essentiellement l'amélioration de l'état des archives au Maroc, l'en-

couragement de la recherche scientifique sur l'histoire du Maroc indépendant et le besoin en matière de préservation de la mémoire de la période couverte par la mission de l'IER. Le président du CCDH a souligné, dans ce sens, que ce programme représente un grand enjeu pour le Maroc et sa mise en œuvre sera un défi à relever par le CCDH et ses partenaires. D'ailleurs, la valeur et les retombées d'un tel projet, selon lui, sur le développement des archives au Maroc a fait que sa préparation a été longuement réfléchi sur la base d'une approche participative qui a impliqué l'ensemble des acteurs nationaux concernés par les questions d'archives,

d'histoire et de mémoire, les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi que les chercheurs et les personnes ressources.

Pour sa part, le chef de la délégation de l'Union Européenne au Maroc Eneko Landaburu a indiqué que l'Union Européenne est engagée à appuyer la volonté politique et sociétale que connaît le Maroc sous le règne de sa Majesté le Roi Mohammed VI et qui vise à moderniser le pays et réduire les disparités sociales.

Cette politique, a reçu, d'après l'ambassadeur, le plein appui de l'Union Européenne. Un appui qui s'est concrétisé par la signature du Statut avancé. M. Landaburu,

a fait remarquer, par ailleurs, l'importance et l'intérêt particulier qu'accorde l'Union Européenne aux questions relatives au droit de l'homme d'où le soutien qu'elle apporte au CCDH à travers le financement de ses différents programmes.

Il est à souligner que le programme «archives, histoire et mémoire» contribuera à la concrétisation d'un certain nombre de conventions de partenariat relatives aux questions des archives, de l'histoire et de la mémoire que le CCDH a signé avec plusieurs institutions dont le Ministère de la culture et l'Université Mohammed V Rabat Agdal. ■

Yousra Amrani

## أحداث مؤسسة "أرشيف المغرب" لمواكبة توصيات هيئة الإنصاف



أشرف كل من أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وإينيكو لاندابورو رئيس مندوبية الاتحاد الأوروبي بالمغرب أمس الثلاثاء، على إعطاء الانطلاقة الرسمية لبرنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف، التاريخ والذاكرة.

وقال أحمد حرزني إن هذا البرنامج الممول من طرف الاتحاد الأوروبي بغلاف مالي قدره 8 ملايين أورو، يهدف إلى "تعزيز مسار إرساء الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب، عبر تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال حفظ الذاكرة وتطوير الأرشيف الوطني، عبر خلق مؤسسة "أرشيف المغرب" وتجهيزها بالوثائق المتعلقة بالفترة ما بين 1956 و1999، وكذا خلق متحف وطني للتاريخ الراهن بهدف حفظ الذاكرة الجماعية للمغاربة، وفتح المجال أمام الباحثين والمهتمين للاطلاع على أرشيف كل من الهيئة والمجلس".

من جهته، اعتبر ممثل الاتحاد الأوروبي بالمغرب أن "هذا البرنامج هو سابقة في تاريخ كل دول المغرب العربي، وهو ما نفع دول الاتحاد إلى مساندة بهذا الغلاف المالي المهم". وأضاف "هذا دليل على

المجهودات التي تبذلها السلطات من أجل عصبة الدولة المغربية والتقدم بها على درب الديمقراطية وثقافة حقوق الإنسان".

يشار إلى أن اللقاء قد حضره مجموعة من المسؤولين والسفراء الأجانب وممثلو عدد من جمعيات المجتمع المدني الوطنية والأوروبية، وشهد تقديم البرنامج لأول مرة إلى الصحافة والرأي العام الوطني.

محمد الرسمي (متدرب)

أعطى انطلاقها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان

## 8 ملايين يورو لإنشاء مؤسسة أرشيف المغرب

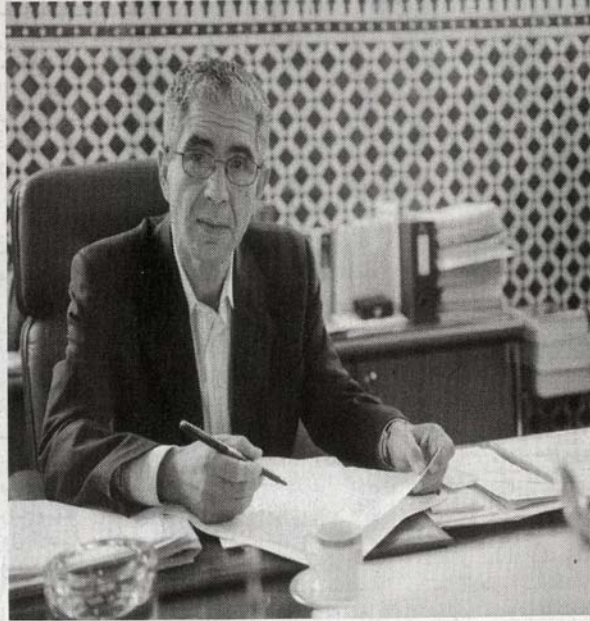
■ أخبار اليوم ■

إشراك الرجال والنساء في البات اتخاذ القرار وكذا في الأنشطة، يتوخى تعزيز المسلسل الديمقراطي وحقوق الإنسان وتيسير تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة الخاصة بالأرشيف والتاريخ والذاكرة، مضيفا أن تنفيذ هذا البرنامج «سيمكن، من جهة، من تلمين الأرشيف ووضع رهن إشارة الباحثين والجامعات ومجموعات البحث، ومن جهة أخرى سيشجع تحسين جودة الأبحاث حول التاريخ الراهن ونشرها، وبالتالي الحفاظ على ذاكرة فترة محددة».

وأوضح حرزني أن لجنة للإشراف ستسهر على تتبع هذا البرنامج من خلال تحديدها للتوجهات السياسية، بالإضافة إلى لجنة علمية ستتكلف بجودة وملاءمة الأنشطة التي سيتم إنجازها.

من جهته، أكد إينيكو لاندابورو، رئيس مندوبية الاتحاد الأوروبي بالمغرب، التزام الاتحاد الأوروبي بدعم الإستراتيجية السياسية والاجتماعية التي ينفجها المغرب بقيادة الملك محمد السادس والرامية إلى العصرية والتحديث وتعزيز الحياة الديمقراطية بالملكة وإعطائها المكانة اللائقة بها على المستوى العالمي.

وأشار لاندابورو إلى أن المغرب، الذي أظهر نضجا سياسيا في المصالحة مع ماضيه، بعد بلدا نمونجا في مجال حقوق الإنسان، معتبرا أن منح المغرب وضعاً متقدماً لدى الاتحاد الأوروبي يشكل دليلاً قويا على ما حققته المملكة في مجال تعزيز الديمقراطية والنهوض بحقوق الإنسان.



(أرشيف)

أحمد حرزني

إعمالا لفسلفة البرنامج القائمة على تبني مقاربة تشاركية تمكن من إشراك كل الفاعلين المعنيين بقضايا الأرشيف والتاريخ والذاكرة.

وقال أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، في كلمة بالمناسبة، إن هذا البرنامج، الذي يتميز أيضا بتبني مقاربة النوع من خلال

الراهن، والمساهمة في تجهيز المناحف. وتنطلق أنشطة البرنامج، التي ستمكن من صقل وتفصيل مجربات تنفيذ الأنشطة المبرمجة، بتنظيم ثلاث مؤائد موضوعاتية تههم محاور الأرشيف والتاريخ والذاكرة. ويششارك في هذه اللقاءات هيئات حكومية ومنظمات غير حكومية وكذا باحثين وخبراء، وذلك

أطلق المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أمس الثلاثاء بالرباط، برنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال «الأرشيف.. التاريخ والذاكرة». ويهدف هذا البرنامج، الممول من طرف الاتحاد الأوروبي في إطار مواكبته مسار الانتقال الديمقراطي بالمغرب عبر تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، إلى تعزيز مسار إرساء الديمقراطية وإعمال حقوق الإنسان. كما يسعى البرنامج، بشكل خاص، إلى تيسير تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال حفظ الأرشيف والبحث التاريخي ونشر وتعميم المعارف حول التاريخ الراهن للمغرب وحفظ الذاكرة.

وينضم البرنامج، الذي يبلغ غلافه المالي ثمانية ملايين أورو، العديد من الأنشطة تههم دعم تفعيل إنشاء مؤسسة «أرشيف المغرب»، وفحص أرشيف الهيئة والمجلس المتوفر حاليا، وتصنيفه وجرده ووضع رهن إشارة مؤسسة «أرشيف المغرب»، فضلا عن المساهمة في تجهيز هذه المؤسسة. كما يشمل البرنامج أيضا دعم تلمين الأرشيف الخاص بالفترة الممتدة ما بين 1956 و1999 ودعم تدريس التاريخ الراهن وإنجاز الدراسات والأبحاث وإنتاج الدعامات التواصلية وتخليد أسماء الضحايا وإحداث متاحف جهوية، بالإضافة إلى مواكبة إحدات المتحف الوطني للتاريخ



### إطلاق برنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال «الأرشيف.. التاريخ والذاكرة»

أطلق المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أمس الثلاثاء بالرباط، برنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال «الأرشيف.. التاريخ والذاكرة».

ويهدف هذا البرنامج، الممول من طرف الاتحاد الأوروبي في إطار مواكبته مسار الانتقال الديمقراطي بالمغرب عبر تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، إلى تعزيز مسار إرساء الديمقراطية وإعمال حقوق الإنسان.

كما يسعى البرنامج بشكل خاص إلى تيسير تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال حفظ الأرشيف والبحث التاريخي و نشر وتعميم المعارف حول التاريخ الراهن للمغرب وحفظ الذاكرة.

ويتضمن البرنامج، الذي يبلغ غلافه المالي ثمانية ملايين أورو، العديد من الأنشطة تهم دعم تفعيل إنشاء مؤسسة «أرشيف المغرب» وفحص أرشيف الهيئة والمجلس المتوفر حاليا، وتصنيفه وجرده ووضعه رهن إشارة مؤسسة «أرشيف المغرب»، فضلا عن المساهمة في تجهيز هذه المؤسسة.

كما يشمل دعم تثمين الأرشيف الخاص بالفترة الممتدة ما بين

هذا البرنامج سيتمكن «من جهة من تثمين الأرشيف ووضعه رهن إشارة الباحثين والجامعات ومجموعات البحث، ومن جهة أخرى سيتم تحسين جودة الأبحاث حول التاريخ الراهن ومن نشر وبالتالي الحفاظ على ذاكرة فترة محددة».

وأوضح أن لجنة للإشراف ستسهر على تتبع هذا البرنامج من خلال تحديدها للتوجهات السياسية بالإضافة إلى لجنة علمية ستتكفل بجودة وملاءمة الأنشطة التي سيتم إنجازها.

من جهته، أكد إينيكو لاندابورو رئيس مندوبية الاتحاد الأوروبي بالمغرب التزام الاتحاد الأوروبي بدعم الاستراتيجية السياسية والمجتمعية التي ينهجها المغرب بقيادة جلالة الملك محمد السادس والرامية إلى العصرية والتحديث وتعزيز الحياة الديمقراطية بالمملكة وإعطائها المكانة اللائقة بها على المستوى العالمي.

وأشار إلى أن المغرب الذي أظهر نضجا سياسيا في المصالحة مع ماضيه يعد بلدا نموذجا في مجال حقوق الإنسان، معتبرا أن منح المغرب وضعاً متقدماً لدى الاتحاد الأوروبي يشكل دليلاً قويا على ما حققتة المملكة في مجال تعزيز الديمقراطية والنهوض بحقوق الإنسان.

1956 و1999 ودعم تدريس التاريخ الراهن وإنجاز الدراسات والأبحاث وإنتاج الدعامات التواصلية وتخليد أسماء الضحايا وإحداث متاحف جهوية، بالإضافة إلى مواكبة إحداه المتحف الوطني للتاريخ الراهن، والمساهمة في تجهيز المتاحف.

وتنطلق أنشطة البرنامج التي ستمكن من صقل وتفصيل مجريات تنفيذ الأنشطة المبرمجة بتنظيم ثلاث موائد موضوعاتية تهم محاور الأرشيف، التاريخ والذاكرة.

ويشارك في هذه اللقاءات هيئات حكومية ومنظمات غير حكومية وكذا باحثين وخبراء، وذلك إعمالاً لفلسفة البرنامج القائمة على تبني مقاربة تشاركية تمكن من إشراك كل الفاعلين المعنيين بقضايا الأرشيف، التاريخ والذاكرة.

ويتميز البرنامج أيضا بتبني مقاربة النوع التي ستمكن من إشراك الرجال والنساء في آليات اتخاذ القرار وكذا في الأنشطة.

وأوضح أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، في كلمة بالمناسبة، أن هذا البرنامج يتوخى تعزيز المسلسل الديمقراطي وحقوق الإنسان وتيسير تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة الخاصة بالأرشيف، التاريخ والذاكرة، مضيفاً أن تنفيذ

## إطلاق برنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف

أطلق المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بالرباط، برنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال "الأرشيف.. التاريخ والذاكرة". ويهدف هذا البرنامج، الممول من طرف الاتحاد الأوروبي في إطار مواكبته لمسار الانتقال الديمقراطي بالمغرب عبر تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة إلى تعزيز مسار إرساء الديمقراطية وإعمال حقوق الإنسان.

## أرشيف

أطلق المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان  
أمس برنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف  
والمصالحة في مجال حفظ الأرشيف و البحث  
التاريخي و نشر وتعميم المعارف حول التاريخ  
الراهن للمغرب وحفظ الذاكرة.

Revue de Presse du Conseil consultatif des droits de l'Homme

CCDH

# Débat sur la traite des personnes

**Dans le cadre de sa démarche de concertation avec la société civile, le Conseil consultatif a organisé une rencontre avec les associations des droits de l'Homme.**

YOUSRA AMRANI

**D**ans le cadre du débat national lancé autour de l'élaboration d'un projet de loi visant la lutte contre le phénomène de la traite des personnes, le Conseil consultatif des droits de l'Homme a organisé lundi dernier à Rabat une rencontre de concertation avec les associations des droits de l'Homme autour du même sujet. Cette rencontre tenue suite à une première réunion organisée en septembre dernier par le conseil avec les secteurs gouvernementaux et les institutions nationales concernées s'inscrit dans le cadre de la finalisation d'un projet d'étude que prépare le Conseil sur le phénomène de la traite dans le cadre de la mise en œuvre de ses prérogatives dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de l'Homme. La première mouture du projet a été présentée lors de la dernière session du Conseil tenue durant le mois de juillet dernier.

D'après le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme, Ahmed Herzenni, le conseil a adopté une approche des droits de l'Homme participative et intégrée prenant en considération la réalité du phénomène, les efforts nationaux engagés dans la lutte contre ce dernier, ainsi que les moyens de coopération internationale, régionale et les expériences comparées dans ce domaine dans une optique visant à protéger la dignité des personnes. D'après le même responsable, le phénomène de la traite des personnes est considéré par le

## LES CLÉS

### Les formes de traite des personnes

- Vente des enfants et leur exploitation dans le commerce des stupéfiants et dans le tourisme sexuel.
- L'exploitation fonctionnelle des enfants à travers les travaux forcés.
- La traite des blanches et esclavage sexuel.

CCDH comme une violation grave aux droits de l'Homme vu qu'il viole le droit global de l'homme à la vie, à la liberté et à l'émancipation et qu'il porte atteinte à la vie de l'enfant et aux femmes. Des principes que l'on retrouve également dans le protocole additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants.

Ce protocole définit la traite des personnes comme étant le recrutement, le transport, le transfert et l'hébergement ou l'accueil de personnes par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend dans ce sens l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les travaux forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

L'étude réalisée par le CCDH fait donc le point sur l'évolution du phénomène du trafic des personnes dans

le contexte international et régional à travers des données statistiques.

Elle étale également les différents mécanismes et organisations internationales concernées et leurs actions ainsi que les multiples bonnes pratiques et expériences au niveau national en la matière. Le document fait état également de la situation au Maroc, des mécanismes mis en place pour lutter contre le trafic des personnes et formule des recommandations et propositions concernant deux volets, à savoir le cadre législatif et institutionnel. ■



*Le conseil a adopté une approche des droits de l'Homme participative et intégrée prenant en considération la réalité du phénomène et les efforts nationaux engagés dans la lutte contre ce dernier.”*



## Concertations avec les acteurs institutionnels

Il est important de souligner que le Conseil consultatif des droits de l'Homme a participé dans le cadre de la préparation de cette étude à plusieurs rencontres internationales sur la question de la traite des personnes et a pris connaissance des expériences réussies et des

bonnes pratiques dans le domaine. Il a ainsi étudié les conventions internationales relatives à la question et considéré les statistiques et données existantes. Le conseil a veillé également, dans le cadre de la préparation de cette étude, à s'ouvrir sur les différents acteurs gou-

vernementaux, institutionnels, politiques et de la société civile en vue de s'informer sur leurs propositions et leurs recommandations s'inscrivant ainsi dans le cadre d'une approche globale et participative visant à lutter contre ce phénomène sur le plan législatif et institutionnel.

المجلس يبحث مع المجتمع المدني سبل مكافحة الاتجار بالبشر في المغرب

### عضو بالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان: لا وجود لسياحة جنسية للأطفال بالمغرب

#### محمد حجيوي

قال أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، إن هناك حاجة أكبر لفتح نقاش وطني حول موضوع الاتجار في البشر، الذي أصبح يكتسي أهمية كبرى على الصعيد الوطني والدولي.

وأوضح أحمد حرزني، خلال لقاء تشاوري نظمته المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أول أمس بالرباط مع الجمعيات الحقوقية المعنية، حول موضوع الاتجار في البشر، أن فتح نقاش بهذا الخصوص يهدف إلى معرفة حجم هذه الظاهرة على الصعيد الوطني وتحديد الطريقة المثلى للتعامل معها، وما إذا كانت هناك حاجة إلى قانون خاص أم الاكتفاء بصياغة رأي استشاري في الموضوع.

من جانبه، اعتبر امبارك بودرقة عضو المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أن ظاهرة الاتجار في البشر تعد ثالث تجارة غير مشروعة في العالم بعد تجارتي السلاح والمخدرات، وهي تتقدم بوتيرة سريعة يمكن أن تصبح معها في المرتبة الأولى خلال السنوات القليلة

المقبلة لأنها تهم البشر وتشرف عليها شبكات دولية كبيرة. وأضاف بودرقة أن هذا الوضع يفرض على المغرب مواجهة هذه الظاهرة لحماية مواطنيه، مؤكدا على تعدد أبعاد الظاهرة، إذ تدخل ضمنها العديد من الجرائم خاصة تلك المتعلقة بـ«الفئات الأكثر هشاشة كالنساء والأطفال، ولها أيضا بعد دولي وإقليمي ووطني، فهي ظاهرة عابرة للقارات».

وأقر بودرقة، بوجود هذه الظاهرة في المغرب سيما ظاهرة تهجير فتيات مغربيات لدول الخليج بغية استغلالهن في الجنس والدعارة، بالإضافة إلى الجوانب المرتبطة بالهجرة سواء المتعلقة بالمغاربة في الخارج أو بالأقاربه الذين يتخذون من المغرب منطقة عبور واستقبال، لكنه نفى، في الوقت ذاته، أن تكون في المغرب سياحة جنسية للأطفال على غرار ما تداولته بعض وسائل الإعلام، وقال في هذا الصدد «ليست هناك سياحة جنسية للأطفال في المغرب، بمفهومها الدقيق، وبالتالي يجب أن لا نضخم الأشياء».

وقدم امبارك بودرقة تعريفا لمفهوم الاتجار في البشر استنادا إلى اتفاقية الأمم المتحدة المتعلقة بمحاربة

الجريمة المنظمة والبروتوكول الاختياري الملحق بها، والتي تعني حسب المتحدث ذاته، «تجنيد ونقل وإيواء أو استقبال الأشخاص من خلال وسائل التهديد أو استخدام القوة أو غيرها من أساليب الإكراه والاختطاف والتزوير والخداع وسوء استخدام السلطة أو موقف ضعف أو إعطاء أو استلام دفعات مالية أو خدمات للحصول على موافقة الشخص على أن يسيطر عليه شخص آخر من أجل استغلاله».

وقال بودرقة إن المغرب لا يتوفر على قانون خاص بهذه الظاهرة التي استفحلت في السنوات الأخيرة، مضيفا أنه بعد صدور البروتوكول الاختياري الملحق باتفاقية جريمة الاتجار بالبشر، أصبحت الاتفاقيات الدولية توصي بإنشاء قانون خاص لمواجهة هذه الظاهرة.

ويندرج هذا اللقاء التشاوري الذي يأتي بعد لقاء سابق عقده المجلس مع القطاعات الحكومية والمؤسسات الوطنية المعنية خلال شتنبر الماضي، في إطار استكمال إنجاز مشروع الدراسة التي يعدها المجلس حول هذه الظاهرة تفعيلا لإختصاصاته في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، والتي قدم مشروعها الأولي خلال

دوره الأخيرة المنعقدة في يوليوز الماضي.

ويسعى هذا اللقاء إلى مقارنة الموضوع من خلال التطرق لقضايا محورية تهم المعطيات والمعلومات المتعلقة بالظاهرة بالنسبة للمغرب، من خلال الوثائق والدراسات الصادرة عن الهيئات الحكومية وغير الحكومية والمؤسسات والهيئات الدولية، والتدابير التشريعية الملائمة لمواجهة هذه الظاهرة مع مراعاة التزامات المغرب الدولية طبقا للاتفاقيات الدولية المتخصصة المتعلقة بشكل خاص بالاتجار بالبشر من جهة، والاتفاقيات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان من جهة ثانية.

ويشار إلى أن منظمة العمل الدولية، ذكرت في إحصائيتها، أن الاتجار في البشر يدر على العاملين به حوالي مليار دولار في السنة الواحدة، وأن حوالي نصف مليون امرأة يجبرن على العمل في الدعارة والسياحة الجنسية بالإضافة إلى مليون طفل دون سن 18 وآلاف الأطفال الآخرين يستخدمون في مناطق النزاعات لكشف الألغام في عمليات انتحارية بشكل قسري.

## مؤسسة الخطابي تستغرب تصنيف منزله معقلا سريا

الرباط : الأحداث المغربية

عبرت مؤسسة عبد الكريم الخطابي عن استغرابها من ادراج منزل عبد الكريم الخطابي ضمن لائحة المعامل السرية التي أدخلت ضمن توصيات هيئة الانصاف والمصالحة.

وقال بلاغ صادر عن المؤسسة التي تضم

أفراد عائلة الخطابي

ووجوها وطنية، أن بيت

« المجاهد الخطابي لم

يكن معتقلا سريا،

بل معلمة تاريخية

لنضال الوطني ضد

الاستعمار، ونموذج

الكفاح المستميت،

الذي استمدت

الحركات التحريرية

الشعبية ضد

الاستعمار قوتها منه



عبد الكريم الخطابي

وأوضحت المؤسسة أن بيت عبد الكريم

الخطابي بأجدير الذي هو في نفس الآن

مقر قيادة المجاهدين في حرب الريف، يوجد

في حيابة عائلة الخطابي، وفي آخر اجتماع

للمؤسسة في يناير الماضي، التمس مكتب

المؤسسة من أفراد العائلة تخصيص مركز

القيادة لبناء متحف لزعيم المقاومة بالريف،

يضم كل ما يتعلق بتاريخ الحرب بالمنطقة،

وجعله قاعدة لمركب ثقافي وعلمي وتاريخي لكل

الباحثين.

# Code pénal : le nouveau combat des femmes

Après le grand combat de la Moudawana, le mouvement féministe s'attelle à une nouvelle urgence : le Code pénal. Une vingtaine d'associations se sont d'ores et déjà alliées en coalition, le "Printemps de la Dignité", pour une législation pénale qui protégerait les femmes contre la discrimination et la violence.

par Hajar Dehhani

**A**u Maroc, les femmes sont toujours victimes de la loi. Chaque jour, elles sont nombreuses à subir injustice et discrimination au nom de la législation pénale. Ainsi, malgré les grandes avancées réalisées (nouveau Code de la Famille, Code de la nationalité...), le combat pour les femmes n'est pas une affaire classée. La bataille est même plus que jamais engagée sur un nouveau front : celui de la réforme du Code pénal.

"Printemps de la Dignité". Retenez bien ce nom ! C'est celui d'un mouvement issu de la société civile qui vient d'émerger cette année, décidé à se battre contre les lois faisant violence aux femmes. Il s'agit d'une coalition regroupant une vingtaine d'associations de défense et de promotion des droits humains ayant décidé d'œuvrer en synergie dans un mouvement de plaidoyer, pour une refonte radicale et globale de la législation pénale. Sa principale revendication n'est autre qu'un Code pénal plus équitable vis-à-vis de la femme. "Quand on décortique l'actuel Code pénal, on relève une philosophie très conservatrice doublée d'une mentalité patriarcale, où la culture des droits de





*l'Homme n'est pas particulièrement perceptible. C'est un Code qui est fait pour contrôler la femme", s'insurge Khadija Rouggani, avocate et membre de l'ADFM (Association Démocratique des Femmes du Maroc).*

### Note d'espoir

*"C'est la nouvelle bataille du mouvement féminin", s'enthousiasme pour sa part Samira Bikarden, présidente de l'ADFM à Rabat, chargée de la coordination du comité de suivi de la coalition du "Printemps de la dignité". Un enthousiasme doublé d'une note d'espoir. Car si le mouvement féminin a pu aboutir à un Code de la Famille, il a alors toutes les chances d'engager le pays dans la réforme de son Code pénal. Le terrain est en tout cas particulièrement propice. "Le contexte est certes différent de celui de la Moudawana. Les choses ont l'air plus ou moins faciles, vu qu'il y a une volonté politique et que le ministère de la Justice a lui-même fait une ébauche de projet d'amendement du Code pénal", affirme Samira Bikarden. Et de temporiser : "Nous sommes cependant conscients que certaines dispositions vont poser problème".*

Car la coalition "Printemps de la Dignité" exige une refonte radicale de la législation pénale. Selon les initiateurs de ce mouvement, c'est l'unique manière de garantir aux femmes une protection sans failles contre la discrimination et la violence.

### Un chantier de titan

Pour réaliser cet ultime objectif, la coalition renforce ses rangs à travers toutes les régions du Maroc. Ainsi, et depuis le 14 février dernier, date à laquelle la

## PROJET D'AMENDEMENT DU CODE PÉNAL : UNE RÉFORME À MINIMA

■ Le ministère de la Justice a élaboré un avant-projet d'amendement du Code pénal. Selon Mohamed Naciri, ministre de la Justice, cet amendement porte notamment sur l'adaptation des dispositions du Code pénal marocain aux conventions internationales en la matière. En ce qui concerne la protection des victimes, le projet dit prendre en considération la protection et l'assistance médicale et psychologique des victimes, la protection des enfants victimes des crimes graves comme le terrorisme et le trafic de drogue, la protection des femmes victimes de violence et la réalisation d'une égalité totale entre les sexes. Le projet a même été étudié par le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH) pour s'assurer de la prise en compte de l'approche des

droits de l'Homme dans cet amendement. Nous serions tentés de parler de réforme globale. Niet, clament les militantes. La coalition, qui a mené une étude sur ce travail, parle plutôt de "poudre aux yeux". Selon Khadija Rouggani, une des deux avocates qui ont mené l'étude, "nous nous sommes penchées sur ce projet d'amendement pour déterminer jusqu'à quel point il protège la femme contre la violence basée sur le genre et contre la discrimination. Nous souhaitons également savoir jusqu'à quel point il garantit les droits fondamentaux et les libertés individuelles des femmes. Malheureusement, les conclusions se sont révélées négatives". Ainsi, le projet du ministère de la Justice n'apporterait pas de solutions au problème des preuves, surtout quand il s'agit de violence conjugale.

Le législateur n'a par ailleurs absolument pas touché à la structure de l'actuel Code pénal qui date de 1962. "Le grand malheur, c'est que le ministère de la Justice considère que cette structure est quasi-sacrée et se contente de rajouter, à chaque fois, de nouveaux textes qu'il marque avec la mention "Bis"", indique Maître Rouggani. Mais si tout n'est pas rose, tout n'est pas noir non plus puisque ces amendements apportent quelques avancées, notamment en ce qui concerne l'incrimination du harcèlement sexuel dans les lieux publics. Le projet d'amendement apporte également du nouveau puisqu'il incrimine la violence conjugale. Une réforme à minima donc car le Code pénal regorge d'autres articles contestés qui pourraient rapidement prendre le relais. ■

→ coalition a vu le jour, 22 associations ont déjà répondu présent et la liste est toujours ouverte. Le "Printemps de la Dignité" n'a d'ailleurs cessé de lancer un appel à toutes les forces vives qui partagent sa vision pour l'appuyer et contribuer à soutenir sa cause.

Les associations actuellement membres de la coalition, installées dans diverses villes du Maroc, comptent jouer un double rôle. A la fois celui de force de proposition et de plaidoyer pouvant contribuer au

processus de réforme, et celui de mobilisateur du grand public. Par ailleurs, le "Printemps de la dignité" se penche actuellement sur l'élaboration d'un mémorandum sur l'ensemble des propositions de réformes. Juristes et experts ont été sollicités à cet effet. Le mémorandum sera rendu public vers la fin du mois d'octobre, selon la coordinatrice de la coalition. Une fois celui-ci achevé, des actions de lobbying se feront parallèlement avec des actions de sensibilisation et de mobilisation

de l'opinion publique. Selon la coalition, les actions de pression cibleront les décideurs politiques. Le collectif mise également sur la sensibilisation quant à la nécessité de la réforme du Code pénal. Une sensibilisation qui sera menée à travers les médias mais aussi, et surtout, à travers l'organisation d'activités de proximité.

La tâche est immense et prendra du temps. Le long travail de plaidoyer et de sensibilisation démarrera incessamment. Première étape d'un chantier de titan. ■

## "Le Code pénal nécessite une refonte globale."

Entretien avec Samira Bikarden, présidente de l'ADFM à Rabat, chargée de la coordination du comité de suivi de la coalition "Printemps de la dignité".

**FDM :** Vous avez constitué une coalition nommée "Printemps de la dignité". Dans quel intérêt ?

**Samira Bikarden :** C'est l'aboutissement d'un long processus mené par les associations qui forment cette coalition et qui ont déjà eu l'occasion de travailler en concertation à maintes reprises, notamment pour apporter quelques petites réformes au Code pénal, en 2003 par exemple. C'est donc une dynamique initiée par le mouvement des femmes, notamment quelques associations qui travaillaient chacune de son côté. L'ADFM et l'AMDF (Association Marocaine des Droits des Femmes) s'étaient conjointement penchées, depuis 2008, sur l'étude du Code pénal. La FLDDF (Fédération de la Ligue Démocratique des Droits de la Femme) avait travaillé sur la loi-cadre, alors que l'AMVEF (Association Marocaine de lutte contre la Violence à l'Égard des Femmes) avait travaillé sur la loi spécifique aux violences. Toutes ces associations, et d'autres encore, se sont concertées.

**Combien d'associations se sont jointes à cette initiative ?**

22 associations ont été présentes lors de l'assemblée générale constitutive. La liste restera bien entendu toujours ouverte au reste des associations partageant le même référentiel et les mêmes revendications. Le comité de suivi de la coalition est pour sa part constitué de neuf associations. A la base des revendications, il y a également tout un travail qui a été initié par l'AMDF et

l'ADFM, notamment une étude analytique du projet d'amendement du Code pénal élaboré par le ministère de la Justice.

**Dans cet avant-projet, le ministère dit prendre en considération la réalisation d'une égalité totale entre les sexes. Qu'en est-il réellement ?**

On ne peut pas parler d'une prise en considération de toutes les discriminations qui figurent dans le Code pénal. Déjà, ce Code en lui-même, du fait qu'il a été élaboré en 1962 et vu l'évolution de la société, est entièrement dépassé. Il nécessite en fait une refonte globale. C'est notre principale revendication. La structure du Code doit également être revue car, telle

grande difficulté à apporter des preuves notamment en ce qui concerne le harcèlement sexuel. Les problématiques du viol conjugal, des relations sexuelles hors mariage ou de l'avortement sont par ailleurs autant de points à revoir.

**Concrètement, comment comptez-vous mener à bien votre combat ?**

Actuellement, nous préparons un mémorandum de plaidoyer que nous discutons avec des juristes et des experts en la matière. Nous entamerons par la suite des activités de lobbying et de sensibilisation. Nous irons essentiellement vers les décideurs, notamment les ministères qui sont particulièrement

## "LE CODE PÉNAL ACTUEL NE DONNE PAS LA PRIORITÉ À L'INDIVIDU MAIS PRIVILÉGIE PLUTÔT LE MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC."

qu'elle est actuellement, elle ne donne pas la priorité à l'individu mais privilégie plutôt le maintien de l'ordre public. La langue même employée est parfois aberrante. Quand le législateur aborde par exemple le cas d'une femme qui a quitté le foyer conjugal, elle est traitée comme un mineur. L'actuel Code pénal ne prévoit pas non plus de dispositions qui reconnaissent la violence faite aux femmes, vu sa spécificité. Il existe actuellement une

concernés par cette question, à savoir ceux de la Justice, du Développement social et de la Solidarité ainsi que celui de la Santé. Nous interpellons également les partis politiques. En outre, il y a tout le travail de sensibilisation et de mobilisation qui se fait en parallèle. Reste à savoir si on pourra répondre à toutes nos revendications et revoir toute la structure du Code pénal. En tout cas, on y compte beaucoup. ■

«على هامش الحديث عن إصلاحات قضائية تسعى فعاليات «علمانية» إلى التعبئة من أجل تحجيم دور الشريعة الإسلامية كمصدر من مصادر القانون. مجلس حرزني يعتبر واجهة لهذا «اللوبي» كما اتضح ذلك جليا من خلال ممثله في ندوة قانونية شهدتها العاصمة مؤخرا وشهد فيها أحدهم بأنه فاسد وابن حرام، مطالبا بسن قوانين تحمي هذه الصفات «الطيبة».

■ **لحسن أربعي، أصداء**

عندما يصبح الفساد صفة من الصفات الحسنة،  
تصبح الفضيلة تهمة يجب الاحتراس منها...



حرزني